



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 4 mai 2026

Références : DREAL/2026D/3581
Code AIOT : 0100313600

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 avril 2026

Contexte et constats

Garage THIRIET

1505 route de Pujo
40190 Saint-Cricq-Villeneuve

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 avril 2026 de l'établissement "Garage THIRIET" implanté au 1505 route de Pujo sur la commune de Saint-Cricq-Villeneuve. Cette partie « Contexte et constats » n'est pas publiée sur le site internet Géorisques. Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Garage THIRIET
1505 route de Pujo - 40190 Saint-Cricq-Villeneuve
Code AIOT : 0100313600
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Le garage THIRIET a été créé le 15 juin 2023. Son domaine d'activité est l'entretien et la réparation des véhicules automobiles légers.

Contexte de l'inspection :

- Visite inopinée dans le cadre du comité opérationnel départemental anti-fraude (CODAF)

Thèmes de l'inspection :

- VHU – Stockage de véhicules hors d'usage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mise en demeure, Mesures conservatoires	6 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit évacuer tous les véhicules hors d'usage présents sur la parcelle cadastrée OD 474 de la commune de Saint-Cricq-Villeneuve. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des déchets et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : <p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection de la parcelle cadastrée OD 474 de la commune de Saint-Cricq-Villeneuve, au 1505 route de Pujo, sur une superficie d'environ 2 000 m², il a été constaté la présence de 19 véhicules immobilisés en attente de destruction ou abandonnés par leur propriétaire, avec des assurances non à jour, immatriculés comme il suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• véhicule Peugeot immatriculé AV-243-LR,• véhicule Peugeot immatriculé FP-004-LH,• véhicule Jeep immatriculé DB-264-RJ,• véhicule Citroën immatriculé AR-200-ZJ,• véhicule épave immatriculé CY-529-JC,• véhicule épave immatriculé CE-876-LS,• véhicule Kia immatriculé BK-745-MJ,• véhicule Renault immatriculé DS-927-GY,• véhicule Ford immatriculé DQ-411-QL,• véhicule Renault immatriculé DM-636-VX,• véhicule Renault immatriculé 521-RT-40,• véhicule Renault immatriculé DN-841-KJ,• véhicule Suzuki immatriculé CF-802-MB,• véhicule Renault immatriculé CE-691-QQ,• véhicule BMW immatriculé AM-052-SV,• véhicule BMW immatriculé DB-713-GM,• véhicule Volkswagen immatriculé DC-369-JX,• véhicule Renault immatriculé 2010-PS-40,• véhicule Peugeot immatriculé DD-855-PJ. <p>Or, Monsieur THIRIET ne dispose d'aucune autorisation préfectorale (rubrique 2712, activité soumise à enregistrement au-delà de 100 m²) pour entreposer tous ces véhicules hors d'usage.</p>

D'après les documents d'urbanisme (carte communale de Saint-Cricq-Villeneuve), la parcelle concernée est située en zone ZnC (Zone non ouverte à la construction) où une telle activité n'est pas autorisée.

Monsieur THIRIET ne peut donc pas régulariser la situation administrative de cette activité et se trouve dans l'obligation d'évacuer tous les véhicules hors d'usage présents sur sa parcelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de cesser immédiatement ses activités de stockage et de démontage de véhicules hors d'usage.

L'exploitant procède à l'évacuation, sous un **délai de 6 mois**, de l'ensemble des véhicules hors d'usage ou abandonnés par leur propriétaire, présents sur son site, vers des installations dûment autorisées à les recevoir et transmet, dans le délai maximum de 7 mois, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 6 mois